



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 959

Texte de la question

PLAN DE RELANCE

M. le président. La parole est à M. Jérôme Cahuzac, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. Jérôme Cahuzac. Mes chers collègues, je prends la parole au nom du groupe SRC dans des conditions qui n'échappent à personne. Dans toute démocratie digne de ce nom, l'opposition se doit d'être prise en considération. Prise en considération dans ses droits, qu'elle est libre de faire valoir comme elle l'entend, dans son expression, qu'elle est légitime à avoir, comme dans ses propositions, qu'elle n'est pas moins légitime à formuler.

Certains, qui président aux destinées du pays et en assurent la fonctionnement, semblent avoir oublié ce devoir, tandis que M. le président de l'Assemblée nationale semble avoir imparfaitement assumé un rôle que tous ses prédécesseurs ont toujours eu jusqu'alors, quelles qu'aient été les pressions de leurs amis politiques. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP. - Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Nous savons que ces pressions ont toujours existé.

Un devoir oublié, un rôle imparfaitement assumé, là - et là seulement - réside la cause du boycott des questions au Gouvernement de la semaine dernière, alors que, pour tout le reste, c'est-à-dire sur les textes que notre assemblée avait à examiner, nous avons siégé en commission et en séance publique.

M. Guy Geoffroy. La question !

M. Jérôme Cahuzac. Ma question, qui s'adresse au Premier ministre, a naturellement trait à la crise économique et sociale que connaît notre pays. Cette crise est d'une gravité extrême, au point que vous-même, monsieur le Premier ministre, après beaucoup d'autres, en avez appelé à l'unité nationale.

Le problème, c'est que les modalités qui nous sont suggérées sont difficilement acceptables dès lors qu'elles nous commanderaient d'accepter les choix politiques qui sont les vôtres, comme les décisions que vous avez prises. Nous ne pouvons pas vous suivre sur ce chemin.

Dans cette enceinte, aujourd'hui, nous préférons porter la voix de celles et ceux, très nombreux, qui ont manifesté leur désaccord la semaine dernière. C'est aussi en leur nom que je me permets de prendre la parole. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Au demeurant, comment croire en vos promesses d'aujourd'hui quand celles d'hier ont été si peu tenues ?

Plusieurs députés UMP. La question !

M. Jérôme Cahuzac. Vous nous aviez annoncé le retour au plein emploi ; c'est le chômage de masse qui s'installe depuis maintenant plusieurs mois.

Plusieurs députés UMP. La question !

M. Jérôme Cahuzac. Le candidat Nicolas Sarkozy avait fait de la hausse du pouvoir d'achat la pierre angulaire de sa candidature.

M. le président. Quelle est votre question, monsieur Cahuzac ?

M. Jérôme Cahuzac. J'y viens, monsieur le président. (*Vives exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Vous-même, monsieur le Premier ministre, avez proposé, semble-t-il, une politique en ce sens. Mais du pouvoir d'achat il n'en est plus question, ou alors seulement pour constater qu'il est douloureusement érodé, pour les retraités comme pour les salariés. (*Interruptions sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Plusieurs députés UMP. La question !

M. Jérôme Cahuzac. Monsieur le Premier ministre, vous aviez promis le maintien et la sauvegarde des services publics ; malheureusement, notamment dans le Sud-Ouest...

M. le président. Quelle est votre question, monsieur Cahuzac ? Vous avez dépassé votre temps de parole de plus d'une minute. (*Mêmes mouvements.*)

M. Jérôme Cahuzac. ...alors que les agents font montre d'un courage et d'une conscience professionnelle indiscutables, force est de reconnaître que les moyens à leur disposition ne sont pas à la hauteur des missions qui leur sont confiées.

M. le président. Merci !

M. Jérôme Cahuzac. Vous avez présenté un plan de relance. La question est donc : quand allez-vous nous proposer un autre plan ?... (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. le président. Merci, monsieur Cahuzac.

M. Jérôme Cahuzac. Monsieur le président...

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. François Fillon, *Premier ministre*. Mesdames et messieurs les députés, je voudrais tout d'abord dire à M. Cahuzac combien je trouve déplacés les commentaires qu'il vient de faire sur la présidence de l'Assemblée nationale. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Jean Glavany. Il a été trop indulgent !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Les seuls reproches légitimes sont ceux qui s'adressent à ceux qui ont cru que l'on pouvait bloquer indéfiniment les travaux de l'Assemblée (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC*), alors que ceux-ci, je vous le rappelle, résultent du choix des Français.

Monsieur Cahuzac, vous entendiez parler tout à l'heure au nom de ceux qui manifestaient ; les parlementaires ici présents parlent au nom du peuple français dans son ensemble ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Vous nous dites que vous ne pouvez pas répondre à l'appel à l'unité nationale que nous avons à plusieurs reprises lancé face à la gravité de la crise que notre pays affronte, comme tous les autres pays développés. Mais cet appel à l'unité nationale ne date pas d'aujourd'hui, ni même d'hier : depuis le début de la crise financière, nous vous avons à maintes reprises invités, sans vous faire renoncer à aucune de vos convictions,...

M. Christian Bataille. Arrêtez !

M. François Fillon, *Premier ministre*. ...sans chercher à vous faire approuver la politique du Gouvernement et de la majorité, à faire ce que font toutes les oppositions dans les pays européens, c'est-à-dire à accompagner l'effort mené par le Gouvernement pour sauver le système financier et appuyer l'effort de relance, qui passe, pour une large part, par l'engagement de vos collectivités locales. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Quelles réponses nous avez-vous apportées ? L'obstruction et la censure ! Comment voulez-vous que nous puissions tendre la main à ceux qui, il y a quatre jours, voulaient tout simplement censurer le Gouvernement ? Y a-t-il un autre pays en Europe où, en ce moment, au coeur de la crise, l'opposition cherche à déclencher une crise politique en censurant le Gouvernement ? ("*Hou !*" sur les bancs des groupes UMP et NC.) Pas un seul !

M. le président. Mes collègues, je vous en prie !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Je veux considérer que votre retour dans cet hémicycle signe la fin de cet épisode et que nous allons pouvoir discuter ensemble des conditions de la mise en oeuvre du plan de relance voté il y a quatre jours par le Parlement, c'est-à-dire par les représentants du peuple français.

(*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Jérôme Cahuzac](#)

Circonscription : Lot-et-Garonne (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 959

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 février 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 4 février 2009